



TRIBUNE

Paris, le 05/03/2026

TRIBUNE

Carburants : Le hold-up fiscal, cette hérésie qui asphyxie la France.

Par Pierre Chasseray, Délégué général de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Alors que les tensions au Proche-Orient et les frappes en Iran font trembler les marchés pétroliers, une onde de choc brutale vient une nouvelle fois mourir contre le cadran de votre station-service. Mais ne nous trompons pas de coupable : si le contexte géopolitique allume la mèche, c'est bien le système fiscal français qui entretient le brasier. Maintenir une surfiscalité sur les carburants dans un tel chaos n'est pas seulement une erreur politique, c'est une hérésie économique totale.

Le racket de la « taxe au carré » : Une insulte au bon sens

Commençons par l'absurdité la plus crasse, celle que le panurgisme ambiant accepte sans broncher : la TVA appliquée sur la TICPE. En France, nous avons inventé le mouvement perpétuel de la spoliation : l'État prélève une taxe sur une autre taxe. C'est le « coup de pompe » infligé par-dessus le « coût à la pompe ».

À chaque fois que le conflit international rajoute dix centimes au litre, l'État français agit comme un passager clandestin qui s'engraisse sur le malheur des usagers. Plus le prix hors taxe monte, plus la commission de Bercy gonfle mécaniquement. C'est un système de prédation qui transforme chaque crise mondiale en une opportunité de racket légalisé au mépris du bon sens citoyen.

L'argent « mort » contre l'argent « vivant »

On nous assène le chiffre de 42 milliards d'euros de recettes des taxes carburants comme s'il s'agissait d'un trésor de guerre intouchable. On nous dit que l'État « ne peut pas s'en passer ». Quelle hérésie ! C'est une vision de boutiquier qui ignore la règle d'or de la croissance : l'argent n'a de valeur que lorsqu'il « circule ».

L'argent que vous laissez à la pompe sous forme de taxes est de l'argent « mort ». Il part dans les soutes de l'État pour boucher des trous budgétaires abyssaux. Il ne produit rien, il ne crée rien. À l'inverse, l'argent que vous gardez dans votre poche est de l'argent « vivant ».

Prenons l'exemple de Monique. Monique, c'est la France qui bosse, celle pour qui la voiture est l'unique moyen de déplacement essentielle à sa survie. Aujourd'hui, elle travaille pour payer son carburant afin de pouvoir retourner travailler le lendemain. C'est le tonneau des Danaïdes version bitume ! Mais imaginez qu'on lui rende ce pouvoir d'achat : cet argent ne disparaîtrait pas dans la nature ! Monique irait s'acheter ce croissant qu'elle s'interdit le matin. Elle irait chez le coiffeur, elle consommerait localement, participant ainsi à l'activité économique nationale. La taxe sur les carburants, c'est le principe de l'économie 0 !

Le cycle vertueux de la croissance et du PIB

Revenons à ce croissant acheté ; c'est le salaire du boulanger, c'est la commande de farine au moulin, c'est l'emploi maintenu dans nos territoires. En circulant, cet euro « travaille » plusieurs fois. C'est l'effet multiplicateur : un euro de consommation privée génère bien plus de points de PIB qu'un euro d'impôt stocké.

Contrairement à l'idée reçue, l'État ne perdrait pas sa mise : il la récupérerait par la TVA sur la consommation de plaisir, par l'impôt sur les sociétés de commerçants ragaillardis. Rendre du souffle à la pompe, c'est injecter du sang neuf dans les veines d'une France qui s'asphyxie dans des taxes de mobilité. Il faut casser le principe de l'impôt sur le droit de bosser.

La « Société Amazon » : Le piège de l'immobilité

Cette surfiscalité creuse une crevasse sociale insupportable entre la France des métropoles et la France des régions, cette France si chère au tellement regretté Jean-Pierre Pernaut. Sans mobilité abordable, les Français se replient. Ils cèdent à la « société de livraison », ce modèle où l'on ne sort plus, où l'on ne rencontre plus personne, où le lien social se délite derrière un écran. Et ce n'est pas une nouvelle taxe de 2 euros sur les petits colis qui protégera notre économie, nos commerces et les français. Les petits colis ne sont qu'un symptôme, la taxe est la maladie !

Le carburant : Un produit de première nécessité, pas un luxe

Rappelons-nous : au plus fort de la crise du COVID, alors que le pays était à l'arrêt, quelles étaient les enseignes restées ouvertes par nécessité vitale ? Les boulangeries, les pharmacies... et les stations-service. C'est la preuve irréfutable, gravée dans l'expérience du confinement, que le carburant n'est pas un produit de confort, mais un bien de première nécessité.

Dès lors, comment justifier qu'il soit taxé à 20 %, au même titre qu'un parfum de luxe ou un écran plat ? La cohérence voudrait que l'on abaisse immédiatement la TVA à 5,5 %. Aligner la fiscalité du carburant sur celle des produits de base, c'est reconnaître enfin que sans mobilité, il n'y a ni travail, ni accès aux soins, ni vie de famille.

Si activer ce levier nécessite assurément un bras de fer politique avec nos homologues européens, on ne peut plus se contenter de « chèques » distribués au compte-goutte pour éteindre les incendies sociaux. Il nous faut un système qui plafonne les taxes lorsque les cours s'enflamment, garantissant ainsi un prix bas et stable à la pompe. La mobilité est le socle de notre contrat social ; la transformer en variable d'ajustement budgétaire est une faute morale et stratégique.

Le courage contre le panurgisme

L'heure n'est plus aux mesurette de « bouclier » ou de « chèque carburant » qui ne sont que des pansements sur une jambe de bois. Il faut un choc de bon sens. Le panurgisme qui vous pousse à maintenir cette pression fiscale est une erreur économique historique. C'est le raisonnement simpliste d'une économie vieillissante.

Le réservoir de la confiance des automobilistes est à sec. Si l'on persiste à voir la voiture comme une vache à lait plutôt que comme le moteur de notre économie, nous finirons par faire caler la France tout entière. Il est temps de changer de logiciel et de redonner aux Français le droit de circuler pour faire vivre la nation.

Cassons le mythe de l'économie d'urgence et du prélèvement magique pour remplir les caisses de l'État. Les français et la France méritent mieux que cette économie paléolithique ringarde qui vide la confiance des français au rythme des gouttes d'un carburant essentiel.

Redonner du « Pouvoir rouler », c'est redonner du « Pouvoir d'achat », c'est redonner de la croissance économique à la France.



www.40millionsdautomobilistes.com



@40MA - 40 Millions d'Automobilistes
@PChasseray - Délégué Général



@40millionsdautomobilistes51

➔ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.